http://divergences.be/spip.php?article3558

L'industrie automobile est liée au travail forcé au Xinjiang

- Aujourd'hui - 2023 - Et la Chine -

Date de mise en ligne : mercredi 4 janvier 2023

Copyright © Divergences, Revue libertaire internationale en ligne - Tous droits réservés

Origine HRW (Human Rights Watch)
Jim Wormington

Un nouveau rapport établit un lien entre les plus grandes entreprises automobiles du monde et le travail forcé du gouvernement chinois dans la région du nord-ouest du Xinjiang.

Cette nouvelle étude, réalisée par le Helena Kennedy Centre for International Justice de l'Université Sheffield Hallam et NomoGaia, une organisation non gouvernementale, détaille le rôle du Xinjiang dans la production de métaux essentiels à la construction automobile, notamment l'aluminium, l'acier et le cuivre, ainsi que la fabrication dans la région de batteries, de pneus et d'autres pièces automobiles.

Le rapport apporte la preuve que de nombreux fournisseurs basés au Xinjiang sont impliqués dans des programmes gouvernementaux de travail forcé et détaille les liens avec les principaux constructeurs automobiles. Les auteurs ont écrit aux constructeurs automobiles et aux fournisseurs référencés dans le rapport et, au 6 décembre, avaient reçu des réponses de 13 entreprises, niant les liens avec le Xinjiang ou promettant d'enquêter davantage.

Depuis 2017, les autorités chinoises du Xinjiang ont détenu environ un million de Ouïghours et d'autres musulmans turcs. Les détenus et les prisonniers sont soumis à la torture et à d'autres mauvais traitements, à un endoctrinement culturel et politique, et au travail forcé.
Dans un rapport publié en août 2022, le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme a estimé que les abus commis au Xinjiang pouvaient constituer des crimes contre l'humanité.

En juin dernier, la loi américaine sur la prévention du travail forcé chez les Ouïghours est entrée en vigueur, établissant une présomption selon laquelle les biens fabriqués en tout ou en partie au Xinjiang, ou produits par des entités en Chine liées au travail forcé, ne peuvent être importés aux États-Unis. Les constructeurs automobiles ayant des fournisseurs au Xinjiang risquent de voir leurs véhicules ou leurs pièces saisis à la frontière par les douaniers américains. En septembre 2022, l'Union européenne a proposé une loi qui interdirait l'importation de produits issus du travail forcé.

En 2021, Human Rights Watch a co-publié un rapport décrivant l'approvisionnement en aluminium comme un angle mort pour l'industrie automobile et appelant à des efforts accrus pour cartographier les chaînes d'approvisionnement en aluminium et traiter les violations des droits de l'homme qui y sont liées.

Ce dernier rapport indique clairement que les constructeurs automobiles doivent accélérer leurs efforts pour tracer leurs chaînes d'approvisionnement et renforcer leur surveillance des fournisseurs. S'ils ne le font pas, ils risquent de vendre des véhicules entachés de travail forcé.

Copyright © Divergences, Revue libertaire internationale en ligne